



Syrie : Qui sont les véritables barbares ?

Interview avec le président Assad



Le président américain Barak Obama et la chancelière allemande Angela Merkel ont condamné les attaques aériennes russes et syriennes sur Alep et les ont qualifiées de barbares. Tous les grands médias ont diffusé cela le 30 septembre 2016, je cite : « Suite à une conversation téléphonique entre Angela Merkel et Obama, le gouvernement des USA a fait savoir que les attaques ont visé des quartiers de la ville dans lesquels vivent des centaines de milliers de personnes dont la moitié sont des enfants. Ils sont tous deux d'accord pour dire que l'arrêt des violences dépend des gouvernements de la Russie et de la Syrie. »

(Une interview avec le Président Assad le 22 septembre 2016)

Le président américain Barak Obama et la chancelière allemande Angela Merkel ont condamné les attaques aériennes russes et syriennes sur Alep et les ont qualifiées de barbares. Tous les grands médias ont diffusé cela le 30 septembre 2016, je cite : « Suite à une conversation téléphonique entre Angela Merkel et Obama, le gouvernement des USA a fait savoir que les attaques ont visé des quartiers de la ville dans lesquels vivent des centaines de milliers de personnes dont la moitié sont des enfants. Ils sont tous deux d'accord pour dire que l'arrêt des violences dépend des gouvernements de la Russie et de la Syrie. »

Depuis le commencement du conflit syrien début 2011, les politiques et les médias occidentaux font porter au président Bachar al-Assad la responsabilité de la guerre en Syrie avec ses centaines de milliers de victimes : Assad aurait réprimé avec brutalité un mouvement démocratique pacifique en 2011, il aurait détruit des hôpitaux ou même utilisé des armes chimiques contre sa propre population, etc.

De son côté, Assad a maintes fois accepté d'expliquer les faits aux médias occidentaux, il a constamment démenti et réfuté les accusations. Le 22 septembre 2016, il a donné une interview à un représentant de l'agence d'informations américaine, « Associated Press » (AP). Dans cet entretien très révélateur, le Président syrien a donné des explications pour les principales accusations qui sont continuellement portées contre lui et contre l'armée syrienne. Par exemple selon Assad cela n'a pas de sens que l'Etat syrien, qui veut avoir les gens de son côté, bombarde ses propres citoyens.

Mais regardez vous-même cette interview et faites-vous votre propre opinion en ce qui concerne les reproches de l'Occident, en particulier cette prétendue barbarie.

DAMAS, Syrie (AP)

Question : Merci, Président Assad, pour cette occasion que vous nous donnez, à Associated Press, de vous interviewer.

Answer : Vous êtes le bienvenu en Syrie.

Q : Je vais commencer par parler du cessez-le-feu en Syrie. La Russie, les Etats-Unis, et plusieurs pays disent qu'un cessez-le-feu pourrait être relancé malgré la violence récente et

les accusations réciproques. Êtes-vous d'accord, et êtes-vous prêt à essayer de nouveau ?

A: Nous avons annoncé que nous sommes prêts à nous engager pour tout arrêt des opérations, ou si vous voulez l'appeler cessez-le-feu, mais il ne s'agit pas de la Syrie ou de la Russie ; il s'agit des Etats-Unis et des groupes terroristes affiliés à l'EI, al-Nosra et al-Qaïda et aux Etats-Unis, à la Turquie et à l'Arabie Saoudite. Ils ont annoncé publiquement qu'ils ne prenaient pas cet engagement, et ce n'est pas la première tentative d'arrêt des opérations en Syrie. La première tentative a eu lieu en février dernier, et elle n'a pas fonctionné, je pense, parce que les Etats-Unis... et je crois que les Etats-Unis ne sont pas sincères en matière de cessation de la violence en Syrie.

Q: Est-ce que vous croyez qu'il pourrait jamais y avoir un partenariat militaire américano-russe conjoint contre les militants, comme c'est indiqué dans l'accord ?

A: Encore une fois, peut-être oui ; mais en réalité, non, parce que les Etats-Unis n'ont pas la volonté de travailler contre al-Nosra ou même l'EI, parce qu'ils croient que c'est une carte qu'ils peuvent utiliser pour leur propre agenda. S'ils attaquent al-Nosra ou l'EI, ils vont perdre une carte très importante en ce qui concerne la situation en Syrie. Donc, je ne crois pas que les Etats-Unis sont prêts à se joindre à la Russie dans la lutte contre les terroristes en Syrie.

Q: Cette semaine, les Etats-Unis ont déclaré que l'attaque de la coalition contre les troupes syriennes était un accident. Acceptez-vous cette explication ?

A: Non, non. Ce n'est pas ça, parce que ça n'a pas été un accident avec un seul avion, disons une fois. C'étaient quatre avions qui ont poursuivi l'attaque contre la position des troupes syriennes pendant près d'une heure, ou un peu plus d'une heure. On ne fait pas une erreur pendant plus d'une heure. C'est le premier point. Deuxièmement, ils n'ont pas attaqué un bâtiment dans un quartier ; ils ont attaqué un lieu très étendu constitué de nombreuses collines, et il n'y avait pas de terrorisme à côté des troupes syriennes là-bas. Dans le même temps, les troupes ISIS ou les militants de l'EI ont attaqué tout de suite après la frappe américaine. Comment pouvaient-ils savoir que les Américains allaient attaquer cette position et qu'ils pourraient rassembler leurs combattants pour attaquer tout de suite et la prendre une heure après la frappe ? Donc, c'était absolument intentionnel, pas une erreur comme ils le prétendent.

Q: Est-ce que la Syrie ou la Russie a lancé l'attaque contre le convoi du Croissant-Rouge cette semaine ? Et Moscou devrait-il être tenu pour responsable, comme l'a dit la Maison Blanche ?

A: Non, tout d'abord, il y a eu des dizaines, peut-être, de convois de diverses organisations du monde entier, qui sont venus dans différentes zones de la Syrie ces dernières années. Ce n'est jamais arrivé avant, alors pourquoi ça arriverait maintenant, que ce soit du fait des Russes ou des Syriens ? Non, c'est une allégation. Et en ce qui concerne l'allégation de la Maison Blanche hier, qui accuse les Syriens ou les Russes... à cet égard, je dirais que tout ce que les responsables américains disent des conflits en Syrie, en général n'a aucune crédibilité. Quoi qu'ils disent, c'est juste des mensonges disons, du vent, ça n'a aucun fondement sur le terrain.

Q: Qu'est-ce qui est arrivé au convoi ? Qui devrait être tenu pour responsable ?

A: Ces convois étaient dans la zone des militants, la zone sous le contrôle des terroristes. Voilà ceux qu'ils devraient accuser d'abord : les personnes ou les combattants, les terroristes qui sont responsables de la sécurité de ce convoi. Donc, nous n'avons pas la moindre idée de ce qui est arrivé. La seule chose que nous avons vue, c'est une vidéo d'une voiture brûlée, des camions détruits, rien d'autre.

Q: Plusieurs témoins oculaires ont dit à AP que 20 missiles ont été lancés contre le convoi. Il y a des images de corps déchiquetés. Il semble que ça ne peut être qu'une attaque aérienne. Des témoins oculaires parlent également bombes barils, et comme vous le savez,

votre administration a été accusée d'utiliser des bombes barils dans certaines circonstances. Vous pensez encore que c'était une attaque du sol par les rebelles ?

A: Oui, tout d'abord, même les Nations Unies ont dit qu'il n'y avait eu pas de frappes aériennes contre ce convoi. C'était hier. Deuxièmement, en même temps que cet événement, les terroristes ont attaqué les troupes syriennes avec des missiles. Ils ont lancé des attaques de missiles, nous n'avons pas riposté. Troisièmement, vous ne pouvez pas parler de témoins oculaires pour un tel jugement ou une telle accusation. Quelle est la crédibilité de ces témoins oculaires ? Qui sont-ils ? Nous ne savons pas.

Q: Nous avons des témoins oculaires qui sont des parents, nous avons les Casques blancs, nous avons beaucoup de gens qui disent qu'ils ont été témoins d'hélicoptères dans les airs. Or seuls les Syriens et les Russes ont des hélicoptères. Voulez-vous dire que c'est tout simplement inventé ?

A: Ces témoins apparaissent seulement quand il y a une accusation contre l'armée syrienne ou russe, mais lorsque les terroristes commettent un crime ou un massacre ou quoi que ce soit, vous ne voyez pas de témoins, et vous n'entendez pas parler de ces Casques blancs. Alors, quelle coïncidence ! Non, en fait, nous n'avons pas intérêt à le faire pour une raison : parce que si nous attaquons un convoi qui va vers les civils, nous travaillons dans l'intérêt des terroristes, ça va jouer directement en leur faveur, en ce sens que nous poussons les civils vers les terroristes, nous les mettons entre leurs mains, et nous fournissons aux terroristes un bon incubateur ; c'est quelque chose que nous ne ferions pas. C'est le premier point. Deuxièmement, nous, en tant que gouvernement, en tant que fonctionnaires, nous, nous sommes engagés moralement envers le peuple syrien, moralement, constitutionnellement et légalement, engagés à les aider dans tous les aspects de leurs besoins de base pour leur subsistance.

Q: Votre administration a nié l'utilisation d'armes chimiques, de bombes barils, en dépit des témoignages et vidéos et les résultats d'une enquête de l'ONU. Nous entendons aussi des démentis similaires au sujet des frappes aériennes contre des civils et du personnel médical. Est-ce que tout cela peut être des fausses allégations de vos adversaires ?

A: Tout d'abord, le premier incident d'utilisation de gaz en Syrie, c'était à Alep il y a plus de trois ans ; et c'est nous qui avons invité les Nations Unies à envoyer une délégation pour enquêter sur l'utilisation des armes chimiques ; et les Etats-Unis ont protesté et ils s'y sont opposés pour une raison ; c'est parce que s'il y avait eu enquête, on aurait découvert que les terroristes ont utilisé des gaz, et pas l'armée syrienne. Dans ce cas, les Etats-Unis n'étaient pas en mesure d'accuser la Syrie. Voilà pourquoi ils se sont opposés à cette délégation. A chaque incident, nous avons demandé aux Nations Unies d'envoyer une délégation, et nous insistons toujours sur cette position, qu'ils doivent envoyer des délégations pour enquêter, mais les Etats-Unis y sont opposés. Donc, en fait, si nous en avons utilisé, nous ne demanderions pas une enquête.

Q: Pour la communauté internationale, il semble que si aucune des charges ou des accusations ne tient debout, si tout est refusé, pour votre administration tout est OK, ici. Ne sentez-vous pas que cela nuit à votre crédibilité ? Dans d'autres cas, les Américains par exemple ont admis que l'attaque de l'armée syrienne était une erreur. Maintenant, vous ne l'acceptez pas, mais de l'administration syrienne, tout ce que la communauté internationale entend, c'est le déni.

A: En ce qui concerne quelle question ?

Q: En ce qui concerne les accusations de violations des droits de l'homme, de bombes barils...

A: OK. Regardez, si vous voulez parler d'erreurs, chaque pays fait des erreurs, chaque gouvernement fait des erreurs, chaque personne fait des erreurs. Lorsque vous avez une

guerre, vous avez plus d'erreurs. C'est normal. Mais les accusations n'ont aucun fondement en ce qui concerne la Syrie. Quand on parle de bombes barils, c'est quoi, des bombes barils ? C'est juste une expression qu'ils utilisent pour montrer quelque chose qui est très mauvais, qui pourrait tuer des gens au hasard, et comme je l'ai dit, parce que dans les médias « quand ça saigne, ça marche ». Ils ne parlent pas de bombes ; ils les appellent des bombes barils. Une bombe est une bombe, quelle est la différence entre différentes sortes de bombes ? Toutes les bombes sont faites pour tuer, mais il y a la façon de les utiliser. Lorsque vous utilisez des armes, vous les utilisez pour défendre les civils. Vous tuez des terroristes pour défendre les civils. Voilà le rôle naturel de toute armée dans le monde. Lorsque vous avez des terroristes, vous ne jetez pas des ballons ou vous n'utilisez pas des jouets pour chiens, par exemple. Vous devez utiliser des armes. Ainsi, il ne s'agit pas de la sorte d'armes, il s'agit de la façon de les utiliser, et ils veulent utiliser ça pour accuser l'armée syrienne de tuer des civils. Nous ne tuons pas des civils, parce que nous n'avons pas de motivation morale pour le faire, nous n'avons pas intérêt à tuer des civils. Ce sont les gens qui nous soutiennent. Si on veut tuer le peuple syrien, qui va nous aider en tant que gouvernement, en tant que fonctionnaires ? Personne. Donc, en réalité, vous ne pouvez pas résister pendant cinq ans et plus contre tous ces pays, l'Occident et les pays du Golfe, les pétrodollars, et toute cette propagande, les plus puissants groupes de médias dans le monde entier, si vous ne disposez pas du soutien de votre propre population. Encore une fois, c'est la réalité. Donc, non, nous n'utilisons pas ça. Je ne dirais pas que nous ne faisons pas d'erreurs. Encore une fois, de nombreuses erreurs ont été commises par des individus, mais il y a une différence entre une erreur ou même un crime qui a été commis par un particulier, et une politique du crime qui a été mise en œuvre ou adoptée par un gouvernement. Nous n'avons pas une telle politique.

Q: Et pourtant, des centaines de milliers de Syriens fuient le pays, beaucoup se noient en chemin, beaucoup d'entre eux disent qu'ils fuient vos forces. Qu'est-ce qu'ils fuient exactement si cette campagne n'existe pas, cette campagne de violence aveugle contre eux... ?

A: Il faut regarder la réalité en Syrie. Chaque fois que nous libérons une ville ou un village des mains des terroristes, les civils vont revenir dans la ville, alors qu'à l'opposé ils fuient cette ville quand les terroristes attaquent cette zone. Donc, ils fuient tout d'abord la guerre elle-même ; ils fuient la zone sous le contrôle des terroristes, ils fuient la situation difficile en raison de l'embargo imposé par l'Occident sur la Syrie. Donc, beaucoup de gens, ils ne fuient pas la guerre elle-même, mais les conséquences de la guerre, parce qu'ils veulent vivre, ils veulent avoir les produits de base pour leur subsistance, ils ne les ont pas. Ils doivent fuir ces circonstances, pas nécessairement les problèmes de sécurité eux-mêmes. Donc, vous avez des raisons différentes pour que les personnes ou les réfugiés quittent la Syrie. Beaucoup, beaucoup d'entre eux ont soutenu le gouvernement dans les récentes élections, les élections présidentielles, dans différents pays. Donc, ce n'est pas vrai qu'ils ont quitté la Syrie à cause du gouvernement, et ces accusations voudraient dire que le gouvernement est en train de tuer les gens, et que les terroristes, principalement Al-Qaïda et al-Nosra et d'autres organisations ou groupes affiliés à Al-Qaïda ont protégé les civils. C'est ça, l'accusation ? Personne ne peut croire ça, en fait.

Q: Maintenant, nous tournons notre attention vers les personnes qui ne peuvent pas fuir, les gens qui sont dans les villes assiégées ici et là en Syrie. Par exemple, Alep. Pour revenir à l'accord de cessez-le-feu, l'aide était censée entrer dans la ville, mais vous n'avez pas honoré votre part de l'accord. Pourquoi cela, et comment pouvez-vous vraiment justifier que vous empêchez l'aide d'arriver aux villes ?

A: Encore une fois, si nous parlons de ces dernières années, de nombreux convois d'aide

sont venus dans différentes villes, alors pourquoi le gouvernement syrien empêcherait un convoi de venir à Alep par exemple, tout en permettant à d'autres d'atteindre d'autres zones ? C'est une contradiction, vous ne pouvez pas l'expliquer, ce n'est pas acceptable. C'est un premier point. Deuxièmement, si vous regardez les autres zones sous le contrôle des terroristes, nous continuons à envoyer des vaccins sur le budget du gouvernement syrien, nous continuons à payer les salaires aux employés sur le budget du gouvernement syrien. Alors, comment pouvons-nous faire cela et en même temps pousser les gens à la famine dans d'autres zones ? Plus important encore, les terroristes qui ont quitté les zones libérées sous ce que vous appelez la réconciliation ou sous certains accords dans différentes zones, ils sont partis se battre avec d'autres terroristes en Syrie alors qu'ils ont envoyé leurs familles vivre sous la protection du gouvernement. Pourquoi n'avons-nous pas affamé ces familles-là ? Donc, c'est une contradiction, je veux dire que ce dont vous parlez est en contradiction avec la réalité, et nous ne nous contredisons pas nous-mêmes.

Q: Mais le monde a vu la réalité d'Alep. Il y avait des convois d'aide de l'ONU qui ne sont pas autorisés à entrer dans la ville. Niez-vous que tel était le cas ?

A: La situation est comme ça depuis des années. S'il y avait vraiment un siège autour de la ville d'Alep, à l'heure qu'il est, les gens seraient morts. C'est un premier point.

Deuxièmement, plus important encore, depuis des années il y a des bombardements des zones voisines et des positions de l'armée syrienne, des tirs non-stop de mortiers et de différents types de bombes meurtrières. Comment pourraient-ils être affamés alors qu'en même temps, ils peuvent recevoir des armes ? Comment pourrions-nous empêcher la nourriture et l'aide médicale d'atteindre cette zone et en même temps nous ne pourrions pas empêcher les armes d'atteindre cette zone, ce n'est pas logique !

Q: Alors, quel est votre message à la population d'Alep, qui dit le contraire ; qu'ils ont faim, qu'ils souffrent de malnutrition, qu'il n'y a pas de médecins, que les médecins ont été pris pour cibles et tués dans des frappes aériennes, qu'ils sont en état de siège et qu'ils sont en train de mourir ? Quel est votre message pour eux ?

A: Vous ne pouvez pas dire « la population d'Alep » parce que la majorité de la population d'Alep vit dans la zone sous le contrôle du gouvernement, de sorte que vous ne pouvez pas parler de la population d'Alep. Si vous voulez parler de certains qui prétendraient ces choses, nous leur disons : Comment pourriez-vous être encore en vie ? Pourquoi, par exemple, n'avez-vous pas d'épidémie, si vous n'avez pas de médecins ? Comment pourriez-vous dire que nous avons attaqué, ils accusent la Syrie d'attaquer les hôpitaux, si vous avez des hôpitaux et vous avez des médecins et vous avez tout. Comment pourriez-vous avoir tout ça ? Comment pourriez-vous avoir les armes ? Telle est la question. Comment pouvez-vous fournir des armes à votre peuple, si vous prétendez que vous avez un peuple et une base populaire, alors que vous ne disposez pas de nourriture ? Ils doivent expliquer ; moi, je n'ai pas à l'expliquer. La réalité est révélatrice.

Q: Pourtant, ils disent le contraire. Ils disent qu'ils survivent avec tout ce qu'ils peuvent trouver, avec de maigres moyens, et c'est une ville en état de siège. Vous n'êtes pas d'accord qu'Alep est une ville en état de siège avec des gens affamés et qui meurent de faim ?

A: Encore une fois, comment puis-je empêcher la nourriture, et ne pas empêcher l'armement ? Logiquement, comment ? Si je peux empêcher la nourriture, je devrais être en mesure d'empêcher l'armement. Si je n'empêche pas l'armement, ça veut dire que tout le reste passe aussi à Alep.

Q: Etes-vous allé à Alep récemment ? Voulez-vous aller à Alep ?

A: Bien sûr, je vais y aller.

Q: Et comment vous sentez-vous en voyant la dévastation dans certaines parties de ce qui

était connu comme le joyau de la Syrie ?

A: La dévastation est douloureuse, bien sûr, mais nous pouvons reconstruire notre pays. Nous allons le faire. Un jour, la guerre cessera. Le plus douloureux, c'est la dévastation de la société, le meurtre, le sang versé, quelque chose que nous vivons chaque jour à chaque heure. Mais qu'est-ce que je peux penser ? Je pense quand je vois ces images, je me dis : Que ressentent ces responsables occidentaux quand ils voient cette dévastation et ces images de meurtres et qu'ils savent que leurs mains sont tachées de sang, qu'ils ont commis le crime directement de tuer ces gens et de détruire notre civilisation ? C'est à ça que je pense.

Q: Pourtant, le monde extérieur, il sent que la fin justifie tous les moyens dans votre guerre contre le terrorisme. Acceptez-vous cela ?

A: Ils n'ont pas de morale, bien sûr. C'est un principe machiavélique ; la fin justifie les moyens. Nous ne l'acceptons pas, non. Votre politique devrait être un mélange entre vos intérêts et la façon dont vous atteignez vos buts, mais fondée sur des valeurs. Elle ne peut pas être que la fin justifie les moyens ; parce que pour les criminels, la fin justifie les moyens, pour les voleurs, pour chaque action illégale et immorale, la fin justifie les moyens. Voilà exactement ce que vous avez mentionné dans votre question, c'est la base, le fondement de la politique occidentale dans le monde actuellement.

Q: Quel est votre message aux Syriens qui ont fui le pays ? Certains d'entre eux n'y sont pas arrivés, d'autres oui. Est-ce que vous les appelez à revenir, vous attendez-vous à ce qu'ils reviennent ?

A: Bien sûr. C'est une perte, c'est une grande perte. La pire perte pour n'importe quel pays ce n'est pas la perte des infrastructures ou des bâtiments ou la perte de matériel ; en fait, c'est la perte des ressources humaines, quelque chose que nous voulons voir revenir en Syrie, et je suis sûr que la majorité de ces Syriens qui ont quitté la Syrie, ils vont revenir lorsque la sécurité et la vie seront revenues à la normalité et que les exigences minimales pour des moyens de subsistance seront abordables pour eux, ils vont revenir. Je ne suis pas inquiet à ce sujet.

Q: Avez-vous une attente de quand cela se produira, quand la Syrie sera pacifiée pour qu'ils puissent revenir ?

A: Si nous regardons en fonction des facteurs internes syriens, je dirais que c'est très bientôt, quelques mois, et je suis sûr de ça, je n'exagère pas ; mais quand on en parle dans le cadre d'un conflit global et d'un conflit régional, lorsque vous avez beaucoup de facteurs externes que vous ne contrôlez pas, ça va traîner et personne dans ce monde ne peut vous dire quand, si ce n'est les pays, les gouvernements, les responsables qui soutiennent directement les terroristes. Eux seuls, ils le savent, parce qu'ils savent quand ils vont cesser de soutenir les terroristes, et c'est là que la situation en Syrie va être résolue, sans obstacles réels.

Q: Alors, est-ce qu'on peut s'attarder sur ce point un instant ? Croyez-vous que dans deux ou trois mois, la situation en Syrie aura radicalement changé en votre faveur au point que les réfugiés pourront revenir ?

A: Non, parce que je ne crois pas que dans quelques mois Erdogan et le régime des États-Unis, et les régimes occidentaux en général, et bien sûr l'Arabie Saoudite et le Qatar, vont arrêter de soutenir les terroristes. Je ne vois pas ça dans les deux prochains mois.

Q: Alors, comment pouvez-vous inciter les Syriens à vraiment revenir dans deux mois comme vous l'avez dit ?

A : J'ai dit, s'il n'y a pas de facteurs externes. Je l'ai dit, si vous le regardez comme un cas isolé, comme un cas syrien, qui est théorique, je veux dire, c'est là, vous pouvez dire que, dans quelques mois, vous pouvez le résoudre. Mais maintenant, vous parlez d'une arène qui

fait partie de la scène internationale et régionale, pas un cas isolé. Alors, voilà pourquoi je l'ai dit, personne n'a la réponse sur quand cela finira.

Q: Cela fait maintenant un an que la Russie est impliquée dans la guerre. Avant l'intervention vous perdiez le territoire et le contrôle. Avez-vous jamais eu l'impression que vous étiez en train de perdre la guerre ?

A: Nous ne regardions pas de cette façon, perdre la guerre, parce que chaque fois que vous avez des Syriens qui travaillent avec des terroristes, c'est une perte. Comment faire pour perdre la guerre, c'est une question hypothétique, pour être franc. Cela ne concerne pas les sentiments ; il s'agit de la réalité. Dans la guerre, vous perdez les zones, mais vous allez reconquérir une autre zone. Ainsi, il est difficile de dire si vous perdez, si vous gagnez ou si c'est le statu quo. Personne n'a cette réponse. Mais sans aucun doute, après l'intervention russe et leur soutien à l'armée syrienne, légalement bien sûr, nous nous sommes sentis beaucoup, beaucoup mieux. Nous avons repris beaucoup de villes principales, de nombreux postes principaux au détriment des zones des terroristes.

Q: Même si vous deviez gagner la guerre, que resterait-il de votre pays et de la société syrienne ? Devrez-vous réfléchir à nouveau à la possibilité d'une partition de la Syrie ?

A: Non, on n'a jamais pensé à ça, et la majorité des Syriens ne croient pas à cela ; et je ne pense pas que la réalité, en dépit de cette guerre sauvage, a créé l'atmosphère pour une telle partition. En fait, dans beaucoup de zones, la situation sociale est bien meilleure, parce que quand vous voulez parler de partition vous avez besoin de trouver ces frontières entre des communautés sociales. Vous ne pouvez pas avoir une partition uniquement sur des bases politiques ou sur des bases géographiques. Ce devrait être d'ordre social d'abord, lorsque les communautés ne vivent pas les unes avec les autres. A la suite de la guerre, de nombreux Syriens comprennent que la seule façon de protéger votre pays, c'est de vivre les uns avec les autres, dans l'intégration, pas seulement dans la coexistence, qu'il est en fait plus précis d'appeler la cohabitation, quand les gens interagissent et s'intègrent les uns avec les autres chaque jour dans les moindres détails. Donc, je pense à cet égard, je suis plus assuré que la Syrie sera plus unifiée. Donc, le seul problème maintenant auquel nous sommes confrontés, ce n'est pas la partition, mais le terrorisme.

Q: Et pourtant, vous n'êtes pas considéré comme une force unificatrice en Syrie ; les gens pensent que la société est déchirée. Juste pour donner un exemple, à un niveau personnel, vous avez été formé en tant que médecin et pourtant votre administration est accusée de cibler les personnels médicaux et de secours dans leur course pour sauver des vies. Comment faites-vous la paix avec cela ? Et est-ce une société qui, après avoir subi de telles conséquences, peut vraiment juste oublier le passé et rebondir ?

A: Je ne peux pas répondre à cette question alors qu'elle est pleine de désinformation. Corrigeons cela tout d'abord. Nous n'attaquons aucun hôpital. Encore une fois, comme je l'ai dit, c'est contraire à nos intérêts. Si vous mettez de côté la morale, si nous ne le faisons pas moralement, si je le mets de côté, je parle maintenant, disons, la fin justifie les moyens, si je veux l'utiliser, nous n'avons pas intérêt à ça. Voici comment nous pouvons aider les terroristes : c'est si nous attaquons les hôpitaux, les écoles, et des choses comme ça. Bien sûr, chaque fois que vous avez une guerre, les civils et les innocents en paieront le prix. C'est dans toute guerre, toute guerre est une mauvaise guerre. Il n'y a pas de bonne guerre. Dans toute guerre, les gens vont payer le prix, mais je parle de la politique du gouvernement, de l'armée ; nous n'attaquons aucun hôpital. Nous n'avons pas intérêt à attaquer les hôpitaux. Alors, quelle est l'autre partie de la question ? Désolé, rappelez-moi.

Q: Non. C'est OK, ça répond à la question générale, mais je voudrais continuer avec ceci : d'autres disent le contraire, y compris les travailleurs médicaux et notamment les Casques blancs syriens. Si vous appréciez leur travail, de se précipiter sur les lieux quels qu'ils soient,

pour essayer de sauver des vies, est-ce que cela signifie que vous allez soutenir la récente nomination des Casques blancs pour le Prix Nobel de la paix ?

A: Il ne s'agit pas des Casques blancs, de savoir s'ils sont crédibles ou non, parce que certaines organisations sont politisées, mais ils utilisent des masques et des parapluies humanitaires juste pour mettre en œuvre leur agenda. Mais, en général, si vous voulez parler de l'aide humanitaire, comment puis-je attaquer les hôpitaux alors que j'envoie des vaccins, par exemple ? Expliquez-moi. Vous me dites deux choses différentes, deux choses contradictoires ; l'une, je parle de la réalité, car tout le monde sait que nous envoyons des vaccins, l'autre, c'est que nous attaquons les hôpitaux. Ça ne concorde pas.

Q: Pourriez-vous les soutenir pour un Prix Nobel de la paix ?

A: Qui ?

Q: Les Casques blancs.

A: Qu'est-ce qu'ils ont réalisé en Syrie ? Et à quel point le prix Nobel n'est pas politisé ? Voilà l'autre question. Donc, si je reçois une réponse à ces deux questions, je peux vous répondre. Mais je ne donnerais un prix qu'à ceux, quels qu'ils soient, qui travaillent pour la paix en Syrie, tout d'abord en arrêtant l'afflux des terroristes en Syrie, seulement ceux-là.

Q: Ma dernière question : Nous ne sommes plus maintenant qu'à quelques semaines de l'élection américaine. Comment pensez-vous qu'une présidence de Clinton ou de Trump pourrait être différente en termes de politique américaine envers la Syrie, et plus particulièrement envers vous ?

A: Le problème avec tous les candidats américains en ce qui concerne la présidence, je ne parle pas seulement de cette campagne ou des élections, mais en général, c'est qu'ils disent quelque chose pendant la campagne et qu'ils font le contraire après la campagne. Comme nous le voyons maintenant les responsables américains, ils disent quelque chose le matin et le soir ils font le contraire. Donc vous ne pouvez pas juger les gens en fonction de ce qu'ils disent. Vous ne pouvez pas les prendre à leurs paroles, pour être franc. Nous n'écoutons pas leurs déclarations, nous ne nous soucions pas, nous ne les croyons pas. Nous devons attendre qu'ils deviennent présidents, nous devons regarder leur politique et leurs actions et leurs comportements. Nous n'avons pas beaucoup d'attentes, on n'en a jamais eu. Nous avons l'espoir que nous pouvons voir un président américain sensé, juste, qui obéit à la loi internationale, qui traite avec d'autres pays dans le respect mutuel, la parité, etc., mais nous savons tous que c'est seulement un vœu pieux et de l'utopie.

Q : Merci beaucoup, Président Assad.

A : Merci.

de AP

Sources:

.

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#BacharElAssad - el-Assad - www.kla.tv/BacharEAssad

#Syrie - www.kla.tv/Syrie

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.